

# NOTES ET CHRONIQUES

## CONDITIONS DE VIE ET ASPIRATIONS DES FRANÇAIS

Premiers résultats de la sixième phase d'enquête (\*)

par

**Françoise BOSCHER, Catherine DUFLOS et Ludovic LEBART**

Le C.R.E.D.O.C. a effectué, au quatrième trimestre 1983, la sixième phase du système d'enquêtes sur les « Conditions de vie et les aspirations des Français ».

Réalisée chaque année depuis 1978, à la demande de plusieurs organismes ou administrations <sup>(1)</sup>, cette enquête à thèmes multiples <sup>(2)</sup> a pour mission de décrire et d'analyser en évolution et en structure les conditions de vie et les aspirations des Français; elle comporte aussi bien des informations de type factuel que des observations sur les attitudes et opinions des Français.

---

(\*) L'enquête est réalisée par une équipe composée de F. BOSCHER, G. DROUAULT, C. DUFLOS, F. GROS, Y. HOUZEL et P. PLEUVRET, sous la direction de L. LEBART. Le programme de travail ainsi que les résultats relatifs aux phases précédentes ont déjà fait l'objet de publications, notamment dans cette revue, sous les titres suivants : « Le système d'enquêtes sur les aspirations des Français : une brève présentation » par L. LEBART et Y. HOUZEL-VAN EFFENTERRE, *Consommation*, n° 1, 1980, p. 3-25; « Conditions de vie et aspirations des Français 1978-1981 », *Consommation*, n° 2, 1981, notes et chroniques; « L'analyse statistique des réponses libres dans les enquêtes socio-économiques » par L. LEBART, *Consommation*, n° 1, 1982, p. 39-62; « Conditions de vie et aspirations des Français, premiers résultats de la quatrième phase », *Consommation*, n° 3, 1982, notes et chroniques; « Conditions de vie et aspirations des Français, premiers résultats de la cinquième phase », *Consommation*, n° 3, 1983, notes et chroniques.

Cf. aussi « L'enquête du C.R.E.D.O.C., sur les conditions de vie et aspirations des Français » par A. BABEAU et L. LEBART, *Futuribles*, n° 43, 1981 et « Sur la valeur opératoire des informations de type subjectif dans les enquêtes socio-économiques » par L. LEBART, *Journal de la Société Statistique de Paris*, n° 1, 1983.

(1) Outre les organismes fondateurs : la Caisse Nationale d'Allocations Familiales, le Commissariat Général du Plan, le Ministère de l'Environnement, le Centre d'Étude des Revenus et des Coûts, ont participé à l'enquête en 1983 : le Ministère des Transports, l'Institut de Recherche des Transports, le Centre d'Études des Transports Urbains, la Direction de la Sécurité et de la Circulation Routière, la Société Nationale des Chemins de Fer Français, la Régie Nationale des Usines Renault, l'Électricité de France, l'Agence Française pour la Maîtrise de l'Énergie, le Ministère du Temps Libre, de la Jeunesse et des Sports, le Secrétariat d'État au Tourisme, le Secrétariat d'État à la Consommation. Les Caisses Centrales de Mutualité Sociale Agricole ont également adhéré à ce système d'enquêtes.

(2) En 1983, le questionnaire comportait les thèmes suivants : Famille; Logement, Cadre de vie quotidien; Énergie; Environnement; Emploi; Transports; Santé; Situation économique; Environnement familial et social; Vacances, Temps libre, Loisirs; Participation sociale, Inégalités.

On présentera à nouveau ici quelques résultats qui juxtaposent des informations relatives à des thèmes majeurs, dont on peut suivre l'évolution sur six années, et des renseignements ponctuels correspondant à des préoccupations conjoncturelles de l'un ou l'autre des participants à l'enquête <sup>(1)</sup>. Ces résultats ont été regroupés autour de cinq thèmes principaux.

## 1. OPINIONS SUR L'ÉVOLUTION DE LA SOCIÉTÉ ET SUR QUELQUES PROBLÈMES GÉNÉRAUX

L'expérience de plusieurs années d'enquêtes montre que les réponses aux questions d'attitudes générales demeurent relativement stables dans leur niveau ou leur évolution et que l'interprétation de variations conjoncturelles ou aléatoires de faible amplitude peut se révéler périlleuse.

Cependant, force est de constater que la proportion des Français qui estiment que *la société a besoin de se transformer profondément* est la plus faible qui soit relevée depuis 1978 (avec une baisse de plus de 2 points entre 1982 et 1983); mais, cette opinion demeure largement majoritaire, puisqu'elle regroupe 71% de la population (tableau I). Elle se manifeste davantage dans les grandes agglomérations (73% à partir de 200 000 habitants) que dans les petites (69% en-deçà de 10 000 habitants), chez les jeunes (74% avant 40 ans) et surtout les jeunes Parisiens (79%).

Les observations se confirment dans le type de changement dont la société aurait besoin (tableau II); cette année, les partisans des *réformes progressives*, déjà largement majoritaires, sont un peu plus nombreux (66% contre 63%) sans atteindre pour autant les niveaux de 1979 (67%) et 1981 (68%); leur nombre croît avec l'âge, jusqu'à 72% à partir de 60 ans (et même 75% chez les femmes de cet âge). A l'opposé, les tenants des *changements radicaux* (31%) sont plus souvent jeunes (36% chez les moins de 40 ans) et plutôt parisiens (41% chez les jeunes Parisiens).

Les opinions *sur le fonctionnement de la justice* sont toujours aussi critiques: un quart seulement des individus considère qu'elle fonctionne bien en France (tableau III). L'âge et le sexe de l'enquêté ne semblent guère influencer son jugement dans ce domaine, sauf peut-être pour les jeunes hommes de moins de 25 ans qui seraient un peu moins sévères.

L'attitude à l'égard des *découvertes scientifiques et de leur utilisation* pour l'amélioration de la vie quotidienne paraît toujours assez réservée: moins d'un tiers des personnes interrogées déclare qu'elles peuvent l'améliorer « beaucoup », tandis qu'un peu plus de la moitié juge qu'elles ne le peuvent qu'« un peu ». Il semble que la foi dans les retombées du progrès scientifique fait un peu moins d'adeptes ces dernières années: 1982 et 1983 constituent dans la série 1978-1983 les deux « points bas » de l'appréciation « beaucoup », mais en outre l'appréciation « un peu » chute de 2 points (tableau IV). Les possibilités d'amélioration semblent plus nettement perçues par les actifs (34% d'entre eux répondent « beaucoup ») et les Parisiens (43%).

L'appréciation des conséquences de la *diffusion de l'informatique* sur certains aspects des conditions de vie est également assez négative: 48% la jugent « peu souhaitable

---

(1) On rappelle que, chaque année, l'échantillon interrogé au 4<sup>e</sup> trimestre est composé de 2 000 individus représentatifs de la population nationale âgée de 18 ans et plus (depuis 1981, méthode des quotas uniquement). Les six vagues se sont déroulées en France Métropolitaine et ont été réalisées par le réseau d'enquêteurs de la S.E.D.E.S.

mais inévitable ». Mais, on doit immédiatement noter qu'une évolution vigoureuse se dessine et se confirme (tableau V) par un fort accroissement de la proportion des personnes qui l'estiment « souhaitable » (de 22 % en 1979 à 34 % en 1983) et une brusque chute entre 1982 et 1983 des personnes qui la jugent « regrettable » (de 21 % à 15 %). Ses défenseurs se font plus nombreux lorsque la taille d'agglomération croît (jusqu'à 44 % pour l'agglomération parisienne), lorsque le niveau de diplôme est plus élevé (de 27 % pour les « sans diplôme » à 48 % pour les diplômés de l'Université et des grandes écoles); inversement, ils diminuent avec l'âge (de 42 % chez les moins de 25 ans à 29 % à partir de 60 ans).

En ce qui concerne les *problèmes d'énergie*, l'éventualité de graves pénuries dans les deux ans à venir paraît de moins en moins vraisemblable : encore davantage de Français les estiment « impossibles » ou « très peu probables » (46 % en 1983 contre 45 % en 1982, 39 % en 1981, 26 % en 1980 et 16 % en 1979) (tableau VI). D'autre part, les partisans d'une *politique énergétique axée sur le développement du programme électronucléaire* en France continuent d'être majoritaires (sont « d'accord » 60 % en 1983 et 58 % en 1981) (tableau VII); cette politique est plus défendue par les personnes âgées que par les jeunes (de 49 % à moins de 25 ans à 67 % à partir de 60 ans), par les hommes que par les femmes (65 % contre 55 %). C'est chez les jeunes Parisiens que l'on trouve le plus d'opposants (54 % ne sont pas d'accord, dont 31 % ne sont « pas du tout d'accord »).

Quant à savoir s'il est important de *favoriser l'énergie solaire*, il semble que l'atténuation des risques de pénuries relativise l'importance de l'enjeu; de 1981 à 1983, on observe une baisse progressive des réponses « très important » (57 % à 53 % en 1982 et 51 % en 1983) qui profite aux « assez important » (31,5 % à 32,5 % en 1982 et 37 % en 1983) (tableau VIII). Globalement, les jeunes y sont beaucoup plus favorables que leurs aînés (92 % l'estiment importante avant 25 ans et 85 % à partir de 60 ans). De la même façon, à mesure que s'estompe le risque de pénuries d'énergie à court terme, le jugement porté sur les efforts consacrés en France aux *économies d'énergie* devient plus modéré : les interviewés qui jugent ces efforts « insuffisants » sont de moins en moins nombreux : 61 % en 1981, 57 % en 1982 et 51 % en 1983 (tableau IX).

*La sécurité routière* est un sujet qui préoccupe assez fortement les Français puisqu'il ressort toujours en tête d'une liste de motifs d'inquiétude (73 % se déclarent « beaucoup » ou « assez » inquiets à propos de l'éventualité d'un accident de la route); les enquêtes antérieures montraient déjà, à propos des craintes éprouvées lors d'un déplacement d'un proche selon divers modes, que la voiture et la moto venaient en tête (en 1982, déclaraient avoir « un peu peur » respectivement 43 % et 31 % et « beaucoup peur » 31 % et 41 %).

De plus en plus de personnes estiment qu'il est « possible de diminuer fortement le nombre des tués et des blessés, dans les accidents de la route » : ils étaient 79 % en 1981, 81 % en 1982 et 83 % en 1983.

Parmi les *mesures* qui sont souvent citées pour améliorer cette sécurité, arrivent en premier « l'enquête sur tous les accidents graves » (86 % des enquêtés y sont favorables), « l'obligation pour les automobilistes de faire contrôler périodiquement l'état de leur véhicule » (84 %) et la « diminution de la consommation d'alcool et de vin avant de conduire » (84 %).

Apparaissent loin derrière, « le développement des contrôles de la gendarmerie et de la police » (62 %) et surtout « la diminution de la vitesse habituelle sur route, autoroute et en agglomération » qui ne recueille que 41 % d'avis favorables (tableau X). Si les conducteurs habituels se prononcent plus souvent que les autres pour une amélioration du réseau routier (69 % contre 63 % pour les non-conducteurs), ils le font moins souvent pour de nouvelles limitations de vitesse (30 % contre 61 %), un renforcement des contrôles de police (57 % contre 70 %) ou le port obligatoire de la ceinture de sécurité en toutes circonstances (65 % contre 76 %).

## 2. TRAVAIL ET ORGANISATION DU TEMPS

L'existence de *conflits entre la vie professionnelle et la vie familiale* apparaît moins souvent ressentie qu'il y a un an : 37% de la population active mentionnent ces conflits contre 43% en 1982; cette proportion demeure cependant plus élevée que celles enregistrées de 1978 à 1981 (tableau XI). Les femmes, en général, se sentent plus concernées que les hommes, en particulier lorsqu'elles sont âgées de moins de 40 ans (49%); mais c'est entre 25 et 39 ans que les actifs des deux sexes sont le plus touchés (50% des femmes, 44% des hommes). Les couples mariés ou vivant en concubinage les signalent également plus souvent (40%). Il en est de même pour les indépendants et membres des professions libérales.

En ce qui concerne les souhaits des actifs salariés quant aux modalités d'une *réduction du temps de travail hebdomadaire à 35 heures*, ils se portent principalement sur des « journées libres pour prolonger des week-ends ou faire des ponts » (un tiers des salariés de l'enquête). L'option « une demi-journée libre par semaine », qui était apparue prioritaire en 1982 (35%) semble moins choisie cette année (29%). La modalité « une heure en moins de travail chaque jour pour mieux vivre votre journée » est citée par 17% de cette population (proportion stable par rapport à l'année précédente), notamment par les femmes de 25 à 39 ans (20%); ce sont également les femmes de cette catégorie d'âge qui mentionnent le plus souvent « une demi-journée libre par semaine » (36%). Les hommes, en particulier ceux de moins de 50 ans, préféreraient davantage prolonger les week-ends, faire des ponts (37%), ou prolonger leurs congés annuels, notamment lorsqu'ils ont moins de 40 ans (12% contre 9% sur l'ensemble de l'échantillon). Ajoutons que 9% des salariés ne sont pas concernés (travail à temps partiel ou durée correspondant déjà aux 35 heures par semaine) et que 2,5% d'entre eux « ne savent pas » quelle option prendre, pourcentage plus élevé qu'en 1982 (0,4%) (tableau XII).

D'autre part, à propos des différentes possibilités d'*aménagement du temps de travail* <sup>(1)</sup>, les salariés souhaiteraient en premier lieu « une plus grande souplesse de l'organisation du travail sur la semaine ou le mois » (un tiers de cette population). Le choix d'un « assouplissement des horaires tenant compte des contraintes familiales » apparaît ensuite mentionné par 21% de ces enquêtés. Des solutions telles que : « une plus grande possibilité de travail à temps partiel » ou « une plus grande souplesse de l'organisation du travail sur l'année » sont moins citées (respectivement 18% et 14%); enfin, 44 individus seulement opéraient pour « une possibilité de congé de longue durée sans rémunération ». En dernier lieu, le code « autre » regroupe 8% des réponses : il s'agit notamment d'individus qui « ne s'estiment pas concernés, ayant déjà beaucoup de souplesse dans l'organisation de leur temps de travail », ou qui « ne savent pas », mais aussi de salariés qui souhaiteraient « la suppression du samedi travaillé » (tableau XIII).

Parmi les problèmes que connaissent aussi les salariés, la possibilité de prendre quelque temps libre sur les heures de travail, *pour effectuer des démarches administratives*, est une source de difficultés pour 19% des personnes de cette catégorie, qui se trouvent contraintes soit de « prendre une demi-journée de congés payés » (5%), soit de « perdre une demi-journée de salaire » (4%), ou tout simplement de « ne pouvoir s'absenter » (10%). Pour la majorité des salariés, ces démarches peuvent être faites « sans difficulté » (42%) ou par « arrangement avec l'employeur » (37,5%). L'évolution au cours de ces dernières années ne traduit aucune tendance caractéristique : le fait de pouvoir s'absenter sans difficulté semble un peu plus fréquent cette année (42% contre 38% en 1982 et 36% en 1979), et si, en 1982, on avait constaté une augmentation des salariés qui ne peuvent s'absenter (11% contre 9% en 1980 et 7% en 1979), cette tendance ne se poursuit pas en 1983 (10%) (tableau XIV).

---

(1) Question nouvellement introduite en 1983.

Dans ce domaine, les disparités tiennent en partie au statut du salarié mais peuvent se révéler importantes à l'intérieur même d'un statut particulier : si 44 % des salariés de l'État peuvent effectuer ces démarches sans difficulté, 15 % se trouvent dans l'impossibilité de les effectuer ; pour les salariés du secteur privé, les solutions sont moins contrastées : 41 % n'ont aucun problème, 40 % s'arrangent avec leur employeur, mais 7 % perdent une demi-journée de salaire.

Plusieurs questions portent sur la nature des contraintes de temps liées au travail : par exemple, la possibilité de *choisir les horaires de travail* touche un quart des actifs salariés, proportion en nette augmentation par rapport aux quatre années précédentes (autour de 20%). *Le contrôle des horaires* (pointage ou autre forme de contrôle) concerne au contraire une partie un peu moins importante de cette population (32 % contre 34 % en 1982). En outre, les *réductions d'horaires* (au cours des 12 mois précédant la date de l'interview) atteignent encore 25 % de ces enquêtés ; le pourcentage très élevé observé en 1982 (42 %) traduisait, en partie, l'impact de la législation en ce domaine (différentes formes de réduction du temps de travail), impact qui se prolonge probablement encore cette année.

*Le retour au domicile pour le déjeuner* apparaît, quant à lui, de moins en moins fréquent (41 % de l'ensemble des actifs en 1983 contre 44 % en 1982 et 54 % en 1979 et 1980). Sont essentiellement concernés, les provinciaux, et en particulier ceux de plus de 40 ans (60 %), ainsi que les individus mariés (47 %). A l'inverse, 88 % des actifs parisiens (ou vivant en agglomération parisienne) ne reviennent pas déjeuner à leur domicile. Enfin, 15 % des enquêtés actifs ont connu une *période de chômage* (au cours des 12 mois précédant l'interview), pourcentage le plus fort enregistré depuis 5 ans (9 % en 1979 et 1980, 11 % en 1981 et 1982) (tableau XV).

En dernier lieu, si en 1982, 55 % des actifs préféreraient « *une amélioration de leur pouvoir d'achat* » à un « *temps libre plus long* », ils sont encore plus nombreux cette année (62 %) (tableau XVI). Les hommes en général optent plus souvent que les femmes pour une augmentation du pouvoir d'achat (64 % et 56 %), notamment lorsqu'ils ont moins de 25 ans (71 %). C'est, en effet, parmi les actifs des deux sexes de moins de 25 ans, mais aussi entre 40 et 59 ans, que cette option est la plus fréquemment déclarée. Une augmentation du temps libre est au contraire plus souvent préférée par les femmes entre 25 et 39 ans, et par une population active parisienne (Paris et son agglomération : 47 %).

### 3. FAMILLE ET POLITIQUE FAMILIALE

Globalement, l'évolution des opinions relatives à la famille se confirme et se poursuit même sur certains points.

Cependant, une question dont l'observation paraissait assez significative de ce mouvement ne confirme pas la tendance passée. La réponse positive à la question : « *la famille est le seul endroit où l'on se sent bien et détendu* » enregistre en effet une hausse de deux points alors qu'on constatait une diminution graduelle année après année : 70 % en 1978, 69 % en 1979, 67 % en 1980, 64 % en 1981, 61 % en 1982 et 63 % en 1983 (tableau XVII). Cette observation ponctuelle ne peut encore évidemment donner lieu à commentaire ; l'évolution ultérieure infirmera ou confirmera ce point. Notons que cette proportion vaut seulement 18 % pour les Parisiens de moins de 40 ans.

La tendance enregistrée depuis plusieurs années sur *les opinions à propos du mariage* se poursuit encore (tableau XVIII) ; le nombre de tenants de « l'union indissoluble » (24 %) ou même de la « dissolution de l'union dans des cas très graves » (35 %) est toujours en baisse, alors que les partisans de la dissolution par « simple accord entre les parties » ne cessent d'augmenter de 33 % en 1978 à plus de 37 % en 1983. La proportion de ceux qui se prononcent pour la dissolution par simple accord, dépasse 50 % avant 40 ans.

A propos du *travail des femmes*, c'est aussi la constatation de la poursuite d'une évolution antérieure qui prime à travers deux types d'opinion; les personnes qui pensent que les femmes « ne devraient jamais travailler lorsqu'elles ont des enfants en bas âge » deviennent de moins en moins nombreuses (de 41 % en 1978 à 29 % en 1983); en revanche, l'opinion selon laquelle les femmes « devraient travailler dans tous les cas où elles le désirent » fait de plus en plus d'adeptes (de 30 % en 1978 à 41 % en 1983) (tableau XIX). Sur cette question, l'effet de l'âge semble beaucoup plus net que celui de la localisation géographique : l'opposition au travail des jeunes mères de famille passe de 16 % chez les moins de 25 ans à 40 % chez les 60 ans et plus; après 40 ans, une même proportion de provinciaux et de Parisiens (36 %) s'accordent sur ce point de vue; mais ensuite, les Parisiens sont plus favorables au travail souhaité (40 %) alors que les provinciaux ne se prononcent que si la nécessité du travail de la mère se fait sentir (31 %).

En ce qui concerne les attitudes à l'égard du *partage des rôles dans les travaux du ménage et les soins des enfants*, l'idée selon laquelle « toutes les tâches doivent indifféremment être accomplies par l'homme et la femme » progresse à nouveau, après une relative stabilité, pour atteindre 64 % en 1983 (tableau XX). Cette opinion est plus nette chez les femmes actives (73 %) que chez les femmes inactives, et chez les jeunes (plus de 70 % avant 40 ans). Cette notion de partage se manifeste également dans un autre domaine; en 1983, une nouvelle question cherchait à savoir quel avis, de l'homme ou de la femme, devait prévaloir « en cas de désaccord sur un point important et urgent » : il s'avère que 64 % des personnes interrogées pensent qu'il « vaut mieux ne pas prendre de décision avant un accord », et 27 % que « l'avis de l'homme doit prévaloir dans certains cas, celui de la femme dans d'autres ».

*La politique familiale* est suivie notamment depuis 1981, par une appréciation sur les prestations familiales; si, en 1982, on pouvait remarquer que les Français semblaient avoir bien perçu le relèvement intervenu, on note en 1983 que seulement 30 % des interviewés estiment cette aide globalement « suffisante » (baisse de plus de 6 points entre les deux dernières années) (tableau XXI). A cet égard, précisons qu'un tiers de l'échantillon déclare que son foyer reçoit de telles prestations; parmi ces enquêtés, la proportion de ceux pour qui il « serait impossible de boucler leur budget sans les prestations familiales » augmente de 15 % en 1981 à 16 % en 1982, à 20 % en 1983.

La question de savoir quelles sont les modalités qui permettraient d'*accroître l'efficacité de l'aide aux familles* est, quant à elle, suivie depuis 1978; l'observation de la série (tableau XXII) montre en premier lieu que la solution d'une augmentation de l'aide en argent perd 10 points entre 1978 et 1983 au profit d'un accroissement des équipements collectifs (gain de 6 points) et des services (gain de 3 points). Cependant, l'enquête de 1981 a été marquée par un recul beaucoup plus net de l'aide en argent (15 points) à la faveur principalement des équipements collectifs (gain de 10 points). Après cette poussée, un léger reflux vers l'aide en argent semble s'opérer et se stabiliser. Les jeunes de moins de 25 ans, les employés, les ouvriers, les ménagères se prononcent davantage pour une aide pécuniaire (plus de 50 %), alors que les cadres penchent pour les équipements collectifs (environ 40 %).

#### 4. L'ENVIRONNEMENT ET LE CADRE DE VIE

*La préservation de l'environnement* en général reste pour les Français quelque chose d'important : 97 % dont 68 % de « très important »; cette tendance qui s'était quelque peu accentuée en 1981 est stable depuis (tableau XXIII). Ce sont les Parisiens qui lui accordent le plus d'importance (82 % de « très important »).

Plus précisément, en matière de *pollutions* (pollutions des rivières, de l'air...), les Français pensent toujours, en majorité, que celles-ci ont augmenté (un peu ou fortement) depuis dix ans (62,5 %), mais ils sont moins nombreux qu'en 1981 (70 %).

L'opinion selon laquelle elles ont diminué est, au contraire, plus fréquemment partagée (20% contre 17% il y a deux ans); le pourcentage de ceux qui les estiment « sans changement » est également plus élevé (17% contre 13%) (tableau XXIV). Cependant, les Français considèrent que les efforts des entreprises, pour lutter contre les pollutions industrielles, sont « faibles » (44%) ou « moyens » (43%) et que les infractions aux réglementations en ce domaine ne sont pas punies avec assez de sévérité (79%).

En ce qui concerne leur *cadre de vie quotidien* (cadre qui entoure le logement), les personnes interrogées continuent d'en être satisfaites (81% dont 26% de « très satisfaites »). L'évolution sur six ans traduit une légère tendance à la diminution des individus « très satisfaits » (26% en 1983 et 1982, 28% en 1981 et 1980, 30% en 1979 et 1978) (tableau XXV). L'insatisfaction à cet égard est plus grande en milieu urbain (23% des enquêtés résidant en ville ou en zone périphérique contre 19% sur l'ensemble de l'échantillon), parmi les locataires (29%); elle est tout particulièrement exprimée par des Parisiens jeunes (37% des moins de 40 ans vivant à Paris ou dans son agglomération) et les habitants des HLM/ILN (41%).

Quant à l'appréciation que les Français donnent à propos de *la vue sur l'extérieur* (à partir de leur logement), elle n'apparaît plus aussi largement positive qu'au cours des premières années d'observation; pour 51% d'entre eux, cette vue plaît « beaucoup »: ils étaient 58% en 1978 et 1980, 61% en 1979. Un jugement modéré semble au contraire de plus en plus souvent porté: 32% sont « moyennement » satisfaits contre 26% en 1980, 24% en 1979 et 1978. Enfin, si pour 9% des enquêtés, la vue n'est « pas beaucoup » plaisante, pourcentage le plus élevé enregistré depuis 1978, elle ne l'est « pas du tout » pour une partie plutôt moins importante de la population (8% en 1983 contre 10% en 1978). On assisterait donc cette année à un regroupement des réponses vers les positions moyennes, dans l'échelle d'appréciation, au détriment des positions plus extrêmes (tableau XXVI). Là encore, les conditions d'habitat interviennent dans le niveau de satisfaction: l'agrément est davantage reconnu en milieu rural ou pavillonnaire qu'en milieu urbain et en habitat collectif, et lorsque le voisinage du logement est largement doté d'espaces verts (au moins 60% d'arbres, arbustes ou espaces verts); moins il y a de « verdure » et plus l'appréciation est négative. En outre, le désagrément est plus fortement ressenti par les jeunes de moins de 25 ans, les hommes plus encore que les femmes (35% des premiers et 28% des secondes estiment la vue « pas beaucoup » ou « pas du tout » plaisante contre 17% en moyenne), et à Paris ou en agglomération parisienne. Parmi les sources de gêne mentionnées, *l'absence de perspective* et *l'absence de verdure* en constituent les principales.

*Les bruits* perçus au domicile provoquent également une gêne pour 41% de la population. L'évolution au cours des dernières années indique une augmentation sensible, et régulière depuis 1980, des individus « un peu » gênés (28% en 1983 contre 26% en 1982, 25% en 1981 et 22% en 1980); la part de ceux qui se déclarent « beaucoup » gênés, qui tendait à décroître chaque année depuis 1978 (de 19% à 12% en 1982), remonte aussi cette année (13,5%) (tableau XXVII). Bien sûr, cette gêne croît en général avec la taille de l'agglomération où réside l'enquêté. Mais le type de logement qu'il occupe n'est pas neutre non plus: ainsi souffrent des bruits 64% des habitants de HLM et ILN et 54% des habitants d'autres immeubles alors que les occupants de pavillon ne dénoncent une gêne que dans la proportion de 29%. Parmi les types de bruits perçus, ceux provenant des automobiles, des deux roues et ceux imputés aux voisins sont les plus importants (cités respectivement par 51%, 47% et 41% des enquêtés gênés).

Outre ces inconvénients, peuvent aussi se poser des *problèmes de sécurité dans le voisinage* (tableau XXVIII); parmi ceux-ci, *le cambriolage* vient en tête (63% des personnes interrogées relèvent ce problème); il est suivi de très près par le *vandalisme* (cité comme un problème par 60%). Ces deux méfaits sont des phénomènes plus particulièrement urbains, et la proportion des personnes qui les dénoncent décroît suivant le type de localisation: des villes et leurs banlieues (70% environ) à l'habitat dispersé (44% pour le cambriolage et 33% pour le vandalisme). De la même façon,

la perception varie fortement en fonction du type de logement de l'enquêté : elle est plus forte dans les HLM-ILN (environ 75%) que dans les pavillons (60% pour le cambriolage et 54% pour le vandalisme); les habitants des « autres immeubles » occupent une situation intermédiaire et sont également préoccupés par ces deux maux (65% environ). Les Parisiens de plus de 40 ans sont plus nombreux à exprimer ces problèmes (82% pour le cambriolage et 77% pour le vandalisme). La sécurité individuelle face aux agressions arrive en troisième position, avec 58% des interviewés qui la considèrent comme un problème; les femmes s'en inquiètent plus fréquemment que les hommes (62% contre 54%) et plus particulièrement les femmes d'au moins 60 ans (66%). Enfin *la circulation* est considérée comme un problème par 44% de la population, et particulièrement par les urbains : environ 52% des citadins, 47% des banlieusards, 36% des habitants des villages et des bourgs et 26% de ceux vivant en habitat dispersé; elle est fortement dénoncée par les Parisiens de moins de 40 ans (60%).

Discerner une évolution de l'opinion dans ces questions de sécurité du voisinage est assez difficile : le sentiment d'insécurité semble cependant stabilisé depuis 1980, après une croissance forte dans la période 1977-1980 (1).

## 5. ÉVOLUTION DU NIVEAU DE VIE ET DES CONDITIONS DE VIE

À l'automne 1983, les Français dressaient un bilan, sur *l'évolution de leur propre niveau de vie depuis 10 ans*, encore plus défavorable qu'à l'automne précédent; à cette date, nous enregistrons pour la première fois un indicateur synthétique (1) négatif (-3,9), alors que celui-ci atteint -7 pour 1983 (cf. le graphique ci-après). En fait, la détérioration provient davantage de l'augmentation du nombre des personnes qui pensent que « ça va moins bien » (de 36% en 1982 à 38% en 1983, comparé à 24% en 1978), que de la diminution du nombre des enquêtés qui répondent « ça va mieux » (de 32% en 1982 à 31% en 1983, comparé à 46% en 1978) (tableau XXIX).

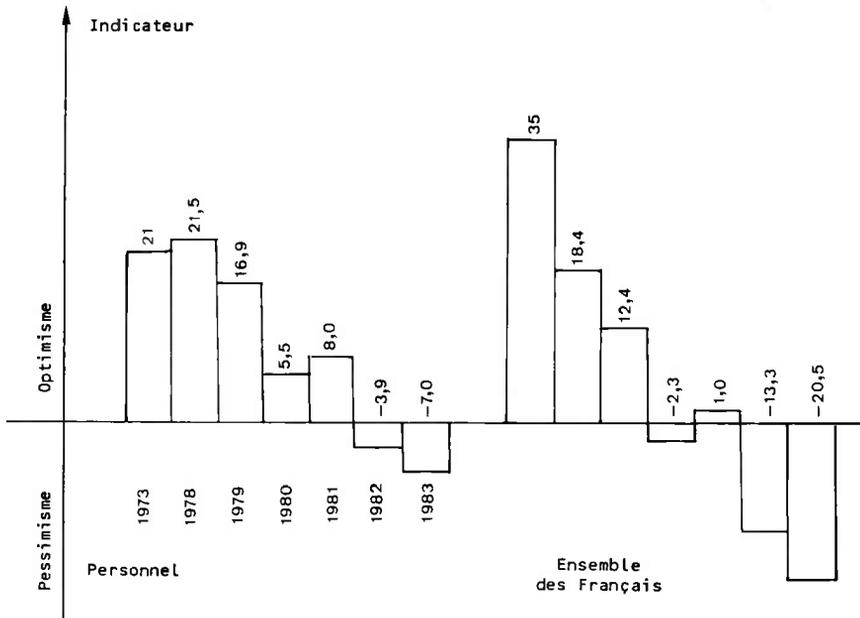
Le jugement porté sur *l'évolution du niveau de vie de l'ensemble des Français* au cours des 10 ans, fait ressortir une dégradation plus nette encore; le taux des réponses « ça va moins bien » atteint 48% contre 44% en 1982 et 28% en 1978 (soit une augmentation de 20 points en 6 ans), et celui des « ça va mieux », 27% contre 31% en 1982 et 47% en 1978 (tableau XXX). L'indicateur synthétique du niveau de vie des Français qui, après être devenu négatif pour la première fois en 1980 (-2,3), était remonté l'année suivante (1,0), pour redescendre en 1982 (-13,3) chute à -20,5 en 1983 (cf. le graphique ci-après). Précisons qu'au cours des six vagues d'enquête, le jugement porté sur l'évolution du niveau de vie des Français est constamment apparu plus « pessimiste » que celui qui concerne le niveau de vie propre de l'interviewé.

Les prévisions sur *l'évolution des conditions de vie au cours des cinq prochaines années*, après une certaine vague d'espoir à l'automne 1981, ont tendance à s'assombrir. Le « pessimisme » des anticipations se révèle surtout par l'augmentation du nombre de ceux qui pensent que leurs conditions de vie « vont se détériorer » (40% contre 38% en 1982 et 29% en 1981); le pourcentage de ceux qui estiment qu'elles « vont s'améliorer » reste stable entre 1982 et 1983 (24% comparé à 31% en 1981) (tableau XXXI). Le « pessimisme » aurait tendance à croître avec l'âge, les plus jeunes espérant bien évidemment améliorer leurs conditions de vie.

---

(1) L'enquête O.S.C.E. 77 a été réalisée sous la maîtrise d'œuvre du C.R.E.D.O.C. Elle concerne un échantillon comparable en tout point aux enquêtes « Aspirations ».

**Opinion de l'ensemble des Français  
sur l'évolution des niveaux de vie en 1973, et de 1978 à 1983**



A plus court terme, à propos de l'évolution de leur niveau de vie en 1984, 50% des Français estimaient, fin 1983, qu'il resterait stable, 35% jugeaient qu'il allait baisser et 15% prévoyaient une hausse. Ces prévisions « optimistes » diminuent fortement avec l'âge.

Les Français déclarent toujours majoritairement être obligés de *s'imposer régulièrement des restrictions* sur certains postes de leur budget; cependant, ils sont de moins en moins nombreux depuis 1981, date à laquelle on enregistre la proportion la plus forte de la série : 66% en 1981, 64% en 1982 et 62% en 1983 (tableau XXXII). L'expriment davantage, les femmes (70% contre 56% pour les hommes) et naturellement les détenteurs de faibles revenus (70% avant 65 000 F et 51% après 100 000 F).

Les *restrictions budgétaires* ont tendance à augmenter sur la plupart des postes, excepté peut-être la « voiture » (53% contre 55%). Ce mouvement de contraction des dépenses porterait principalement sur l'« habillement » (75% contre 71%), les « soins de beauté » (55% contre 51%), l'« alimentation » (30% contre 27%), le « logement » (34,5% contre 32%) et l'« équipement ménager » (64% contre 62%) (tableau XXXIII).

En revanche, les jugements portés sur les *dépenses de logement* (tableau XXXIV) ne traduisent aucune évolution caractéristique au fil des enquêtes, malgré quelques légères fluctuations. 59% des Français continuent d'estimer que ces charges ne leur « posent pas un gros problème » ou sont même « négligeables ». Cette appréciation émane plus souvent de propriétaires (63%) et bien sûr, de personnes logées gratuitement (pour 58% d'entre elles, les charges sont « négligeables » contre 16% sur

(1) Indicateur proposé par le C.E.R.C. : pourcentage des réponses « ça va mieux » moins pourcentage des réponses « ça va moins bien ».

l'ensemble de la population). Les accédants à la propriété et les locataires les jugent plus lourdes, respectivement 44 % et 47 % contre 39 % en moyenne. Il en est de même à Paris, en agglomération parisienne, et dans d'autres grandes agglomérations (100 000 à 200 000 habitants), ainsi que pour les foyers disposant de revenus annuels inférieurs à 75 000 F.

*Les taux d'équipement* des Français <sup>(1)</sup> progressent toujours pour certains biens : il en est ainsi du téléphone dont le taux passe de 56 % à 86 % de 1978 à 1983, du téléviseur couleur (de 33 % à 61 %). L'équipement en machine à laver la vaisselle, dont la progression était régulière entre 1978 et 1982 (de 17 % à 24 %), se stabilise en 1983 (24 %) (tableau XXXV).

Plus généralement, en ce qui concerne *les pratiques d'achat*, les Français ont un comportement plus réfléchi qu'impulsif : pour les trois quarts d'entre eux, l'achat d'un bien durable (télévision, appareil ménager...) se fait « après une réflexion approfondie et en cherchant à réunir le maximum d'informations » ; et, parmi les sources d'information habituellement utilisées, les « conseils des vendeurs » et « ceux des amis » priment largement (60 % et 59 %) devant les « journaux spécialisés » (43 %) et les « publications des organisations de consommateurs », citées par 29 % de ces enquêtés. Acheter « sur impulsion, en tenant compte essentiellement des envies et des goûts » (29 % de l'échantillon) est un comportement plus typique des jeunes de moins de 25 ans et parmi eux, des hommes plus encore que des femmes (35 % des premiers et 30 % des secondes). Cette attitude est d'ailleurs de moins en moins fréquente au fur et à mesure que l'âge de l'enquêté augmente (décroissance très régulière des pourcentages, de 32 % pour les moins de 25 ans des deux sexes, à 19 % pour les 60 ans et plus).

\* \* \*

Il faut à nouveau ici attirer l'attention des utilisateurs de ces résultats sur la très grande complexité que suscite l'interprétation des évolutions de la plupart des réponses aux questions d'attitude ou d'opinion contenues dans l'enquête. Seuls, une exploitation très fine de l'enquête et le recours à un cadre théorique approprié permettraient sans doute d'aboutir à des conclusions fiables. C'est la raison pour laquelle nous nous sommes interdit dans ce texte toute interprétation qui, en l'état actuel de nos travaux, ne pourrait relever que de la conjecture.

---

(1) Proportion d'individus « possédant ou disposant » et non-proportion de logements équipés.

TABLEAU I  
Évolution de la société

Estimez-vous que la société française a besoin de se transformer profondément ?

	1978	1979	1980	1981	1982	1983
	% Effectifs					
Oui . . . . .	<b>76,4</b> (1 526)	<b>74,6</b> (1 491)	<b>75,5</b> (1 510)	<b>74,1</b> (1 482)	<b>73,3</b> (1 466)	<b>70,8</b> (1 415)
Non . . . . .	<b>15,4</b> (308)	<b>16,5</b> (329)	<b>16,8</b> (336)	<b>15,0</b> (299)	<b>17,2</b> (344)	<b>20,1</b> (402)
Ne sait pas . . . . .	<b>8,2</b> (164)	<b>8,9</b> (179)	<b>7,7</b> (153)	<b>10,9</b> (218)	<b>9,5</b> (190)	<b>9,1</b> (182)
Ensemble . . . . .	<b>100,0</b> (1 998)	<b>100,0</b> (1 999)	<b>100,0</b> (1 999)	<b>100,0</b> (1 999)	<b>100,0</b> (2 000)	<b>100,0</b> (2 000)

TABLEAU II  
Évolution de la société

Pour que la société change comme vous le souhaitez, êtes-vous pour... ?

	1978	1979	1980	1981	1982	1983
	% Effectifs					
Des réformes progressives . . . . .	<b>62,5</b> (1 003)	<b>67,3</b> (1 038)	<b>62,1</b> (970)	<b>68,3</b> (1 013)	<b>63,4</b> (942)	<b>66,4</b> (941)
Des changements radicaux . . . . .	<b>31,5</b> (507)	<b>28,2</b> (435)	<b>32,6</b> (510)	<b>28,4</b> (420)	<b>32,7</b> (485)	<b>30,9</b> (437)
Ne sait pas . . . . .	<b>6,0</b> (96)	<b>4,5</b> (70)	<b>5,3</b> (83)	<b>3,3</b> (49)	<b>3,9</b> (58)	<b>2,7</b> (38)
Ensemble . . . . .	<b>100,0</b> (1 606)	<b>100,0</b> (1 543)	<b>100,0</b> (1 563)	<b>100,0</b> (1 482)	<b>100,0</b> (1 486)	<b>100,0</b> (1 416)

TABLEAU III

## Justice

Étant donné ce que vous connaissez de la justice, comment pensez-vous qu'elle fonctionne en France en 19..?

	1978		1979		1980		1981		1982		1983	
	%	Effectifs										
Très bien . . . . .	1,1	(22)	1,4	(27)	1,0	(21)	1,1	(23)	0,9	(18)	0,7	(13)
Assez bien . . . . .	20,4	(408)	24,9	(499)	22,3	(446)	22,3	(446)	24,0	(480)	24,4	(487)
Assez mal . . . . .	37,4	(747)	40,5	(809)	40,5	(811)	40,4	(807)	39,1	(783)	41,3	(826)
Très mal . . . . .	29,8	(595)	23,6	(473)	29,0	(580)	26,6	(532)	25,7	(515)	24,8	(497)
Ne sait pas . . . . .	8,4	(168)	7,6	(151)	5,7	(114)	7,0	(141)	7,9	(158)	6,2	(124)
Ne veut pas répondre . . . . .	2,9	(57)	2,0	(41)	1,5	(29)	2,6	(51)	2,4	(48)	2,6	(52)
Ensemble . . . . .	100,0	(1998)	100,0	(2000)	100,0	(2000)	100,0	(2000)	100,0	(2000)	100,0	(2000)

TABLEAU IV

## Progrès scientifique

Dans quelle mesure les découvertes scientifiques et leur utilisation vous paraissent-elles conduire à une amélioration de votre vie quotidienne?

	1978		1979		1980		1981		1982		1983	
	%	Effectifs										
Un peu . . . . .	52,7	(1035)	50,3	(1003)	51,8	(1031)	52,8	(1056)	55,9	(1117)	53,8	(1076)
Beaucoup . . . . .	33,1	(650)	37,5	(747)	35,7	(712)	35,4	(708)	31,3	(627)	31,8	(635)
Pas du tout . . . . .	14,2	(280)	12,2	(243)	11,8	(235)	10,8	(215)	12,5	(250)	13,5	(270)
Ne sait pas . . . . .	—	—	—	—	0,7	(15)	1,0	(21)	0,3	(6)	0,9	(18)
Ensemble . . . . .	100,0	(1965)	100,0	(1992)	100,0	(1993)	100,0	(2000)	100,0	(2000)	100,0	(1999)

**TABLEAU V**  
**Diffusion de l'informatique**

Au cours des années à venir, la diffusion de l'informatique va modifier certains aspects des conditions de vie. Considérez-vous cette évolution comme :

Une chose...	1979	1980	1982	1983
	% Effectifs	% Effectifs	% Effectifs	% Effectifs
Souhaitable . . . . .	<b>22,0</b> (439)	<b>26,9</b> (538)	<b>29,0</b> (580)	<b>34,2</b> (684)
Peu souhaitable, mais inévitable . . . . .	<b>53,7</b> (1070)	<b>47,0</b> (938)	<b>47,4</b> (947)	<b>48,1</b> (961)
Regrettable et dangereuse . . . . .	<b>20,1</b> (402)	<b>21,1</b> (421)	<b>21,6</b> (433)	<b>15,3</b> (307)
Cela dépend . . . . .	<b>0,2</b> (4)	<b>0,6</b> (11)	—	—
Ne sait pas . . . . .	<b>4,0</b> (79)	<b>4,4</b> (88)	<b>2,0</b> (40)	<b>2,4</b> (48)
Ensemble . . . . .	<b>100,0</b> (1994)	<b>100,0</b> (1996)	<b>100,0</b> (2000)	<b>100,0</b> (2000)

**TABLEAU VI**  
**Problèmes d'énergie**

Il existe actuellement certaines restrictions d'énergie concernant le chauffage. Dans les deux ans à venir, des pénuries beaucoup plus graves d'énergie vous paraissent-elles... ?

	1979	1980	1981	1982	1983
	% Effectifs				
Impossibles . . . . .	<b>2,5</b> (50)	<b>5,3</b> (106)	<b>4,8</b> (97)	<b>5,4</b> (109)	<b>9,2</b> (184)
Très peu probables . . . . .	<b>13,7</b> (273)	<b>20,5</b> (409)	<b>34,2</b> (684)	<b>39,7</b> (794)	<b>37,1</b> (743)
Assez probables . . . . .	<b>54,8</b> (1094)	<b>56,0</b> (1118)	<b>50,1</b> (1003)	<b>47,5</b> (951)	<b>43,9</b> (877)
Quasi certaines . . . . .	<b>27,7</b> (554)	<b>16,6</b> (331)	<b>9,6</b> (192)	<b>6,3</b> (125)	<b>6,4</b> (128)
Ne sait pas . . . . .	<b>1,3</b> (26)	<b>1,6</b> (32)	<b>1,2</b> (24)	<b>1,1</b> (22)	<b>3,4</b> (68)
Ensemble . . . . .	<b>100,0</b> (1997)	<b>100,0</b> (1996)	<b>100,0</b> (2000)	<b>100,0</b> (2000)	<b>100,0</b> (2000)

**TABLEAU VII**  
**Problèmes d'énergie**

En fait, cette part [du nucléaire dans la production d'électricité en France] est actuellement voisine de 47% en 1983. Elle est appelée à croître dans l'avenir. Compte tenu de ces précisions à propos du développement de l'énergie nucléaire en France, êtes-vous d'accord avec cette politique énergétique?

	1981		1982(*)		1983(**)	
	%	Effectifs	%	Effectifs	%	Effectifs
Tout à fait d'accord . . . . .	24,2	(483)	22,8	(455)	26,1	(523)
Plutôt d'accord . . . . .	33,9	(677)	33,1	(662)	33,6	(672)
Assez peu d'accord . . . . .	23,6	(472)	24,3	(485)	23,7	(473)
Pas du tout d'accord . . . . .	16,5	(330)	18,5	(371)	14,5	(291)
Ne sait pas . . . . .	1,8	(37)	1,3	(26)	2,1	(41)
<b>Ensemble . . . . .</b>	<b>100,0</b>	<b>(2 000)</b>	<b>100,0</b>	<b>(2 000)</b>	<b>100,0</b>	<b>(2 000)</b>

(\*) Il était précisé, en 1982, que la part devait atteindre 70% en 1990.

(\*\*) Il était précisé, en 1983, que la part devait atteindre 75% en 1990.

**TABLEAU VIII**  
**Problèmes d'énergie**

Vous paraît-il important de favoriser l'utilisation de l'énergie solaire?

	1981		1982		1983	
	%	Effectifs	%	Effectifs	%	Effectifs
Très important . . . . .	57,1	(1 141)	53,0	(1 059)	51,0	(1 015)
Assez important . . . . .	31,5	(630)	32,5	(649)	37,4	(745)
Peu important . . . . .	8,2	(165)	10,7	(214)	8,9	(177)
Pas important du tout . . . . .	2,6	(51)	3,8	(76)	2,7	(53)
Ne sait pas . . . . .	0,6	(13)	—	—	—	—
<b>Ensemble . . . . .</b>	<b>100,0</b>	<b>(2 000)</b>	<b>100,0</b>	<b>(1 999)</b>	<b>100,0</b>	<b>(1 990)</b>

**TABLEAU IX**  
**Problèmes d'énergie**

Avez-vous le sentiment que les efforts faits en France dans le domaine des économies d'énergie sont... ?

	1981		1982		1983	
	%	Effectifs	%	Effectifs	%	Effectifs
Très importants . . . . .	3,1	(62)	4,6	(91)	4,9	(97)
Importants . . . . .	34,7	(693)	36,2	(724)	40,9	(818)
Insuffisants . . . . .	50,8	(1 016)	47,9	(959)	43,6	(872)
Très insuffisants . . . . .	10,0	(200)	9,4	(187)	7,8	(156)
Ne sait pas . . . . .	1,4	(29)	1,9	(39)	2,8	(56)
Ensemble . . . . .	100,0	(2 000)	100,0	(2 000)	100,0	(1 999)

**TABLEAU X**  
**Sécurité routière**

Pour améliorer la *sécurité routière* diverses propositions ont été faites; elles peuvent présenter des avantages ou des inconvénients. Sont d'avis qu'il faut...

	1983	
	%	Effectifs
Enquêter sur tous les accidents graves . . . . .	86,3	(1 724)
Obliger les automobilistes à faire contrôler périodiquement l'état de leur véhicule . . . . .	84,4	(1 683)
Diminuer, encore plus, la consommation d'alcool et de vin avant de conduire. . . . .	83,8	(1 673)
Contrôler plus strictement la circulation des poids lourds . . . . .	77,9	(1 552)
Porter, en toutes circonstances et même sur des trajets courts, la ceinture de sécurité . . . . .	68,7	(1 371)
Augmenter fortement les dépenses consacrées aux routes . . . . .	66,6	(1 329)
Développer les contrôles de la gendarmerie et de la police . . . . .	61,7	(1 231)
Diminuer la vitesse habituelle sur route, autoroute et en agglomération . . . . .	41,1	(820)

**TABLEAU XI**  
**Travail et organisation du temps**

(Et maintenant), est-ce que dans l'organisation de votre semaine, votre vie de travail vient parfois en conflit avec votre vie personnelle ou familiale?

(population active)

	1978	1979	1980	1981	1982	1983
	% Effectifs	% Effectifs				
Oui . . . . .	<b>28,1</b> (292)	<b>35,1</b> (363)	<b>35,4</b> (365)	<b>32,3</b> (325)	<b>43,5</b> (451)	<b>36,9</b> (364)
Non . . . . .	<b>71,9</b> (750)	<b>64,9</b> (671)	<b>64,6</b> (665)	<b>67,7</b> (681)	<b>56,5</b> (586)	<b>63,1</b> (624)
Ensemble . . . . .	<b>100,0</b> (1 042)	<b>100,0</b> (1 034)	<b>100,0</b> (1 030)	<b>100,0</b> (1 006)	<b>100,0</b> (1 038)	<b>100,0</b> (988)

**TABLEAU XII**  
**Réduction du temps de travail**

Dans le cas d'une réduction du temps de travail à 35 heures par semaine, que souhaiteriez-vous en priorité?

(population salariée)

	1982		1983	
	%	Effectifs	%	Effectifs
Une heure en moins de travail chaque jour pour mieux vivre votre journée (vie familiale, etc.) . . . . .	15,9	(127)	17,2	(133)
Une demi-journée libre par semaine . . . . .	34,6	(276)	29,2	(224)
Des journées libres pour prolonger des week-ends ou faire des ponts . . . . .	29,4	(235)	33,4	(257)
Des journées libres s'ajoutant aux congés annuels . . . . .	12,0	(96)	8,9	(68)
Ne sait pas . . . . .	0,4	(3)	2,5	(20)
Sans objet . . . . .	7,7	(61)	8,8	(68)
Ensemble . . . . .	100,0	(798)	100,0	(770)

**TABLEAU XIII**  
**Travail et organisation du temps**

Dans le cadre d'un aménagement de votre temps de travail, que souhaiteriez-vous en premier lieu?

(population salariée)

	1983	
	%	Effectifs
Une plus grande possibilité de travail à temps partiel . . . . .	18,1	(141)
Une plus grande souplesse de l'organisation du travail sur la semaine ou le mois . . . . .	33,0	(256)
Une plus grande souplesse de l'organisation du travail sur l'année . . . . .	14,1	(109)
Une possibilité de congé de longue durée sans rémunération . . . . .	5,7	(44)
Un assouplissement des horaires tenant compte des contraintes familiales . . . . .	21,0	(163)
Autre . . . . .	8,1	(63)
Ensemble . . . . .	100,0	(777)

TABLEAU XIV  
Travail et organisation du temps

Si vous avez une démarche administrative à faire pendant vos heures de travail :

(population salariée)

	1979		1980		1982		1983	
	%	Effectifs	%	Effectifs	%	Effectifs	%	Effectifs
Vous la faites sans difficulté . . . . .	35,7	(297)	40,4	(338)	38,4	(316)	41,9	(329)
Vous vous arrangez avec votre employeur . . . . .	36,7	(304)	37,3	(313)	36,0	(296)	37,5	(294)
Vous prenez une demi-journée de congés payés . . . . .	6,0	(50)	6,3	(53)	5,9	(49)	4,8	(37)
Vous perdez une demi-journée de salaire . . . . .	9,3	(78)	5,8	(49)	4,3	(35)	4,4	(35)
Vous ne pouvez pas vous absenter . . . . .	6,9	(58)	8,6	(72)	11,2	(92)	10,0	(78)
Autres solutions . . . . .	5,6	(46)	1,6	(14)	4,2	(34)	1,4	(11)
Ensemble . . . . .	100,0	(833)	100,0	(838)	100,0	(823)	100,0	(785)

TABLEAU XV  
Travail et organisation du temps

(population active)

	1979		1980		1981		1982		1983	
	%	Effectifs	%	Effectifs	%	Effectifs	%	Effectifs	%	Effectifs
Peuvent choisir leurs horaires de travail . . . . .	—	—	19,2	(160)	17,9	(142)	19,7	(162)	24,6	(193)
Se déclarent soumis au pointage (ou autre contrôle des horaires) . . . . .	33,2	(276)	30,5	(255)	26,7	(211)	34,1	(280)	31,9	(251)
Ont subi des réductions d'horaires les douze derniers mois . . . . .	9,6	(80)	9,8	(82)	15,8	(125)	42,2(*)	(347)	25,4	(200)
Ont été au chômage au cours des douze derniers mois . . . . .	8,9	(94)	9,1	(95)	11,4	(115)	11,3	(117)	14,6	(144)
Retour au domicile pour le déjeuner . . . . .	53,6	(564)	54,0	(560)	—	—	43,9	(373)	40,6	(323)

(\*) L'écart observé en 1982 est en partie dû à la réduction de la durée légale de travail (39 h/semaine).

TABLEAU XVI  
Travail et organisation du temps

Quelle est votre préférence entre... ?

(population active)

	1982		1983	
	%	Effectifs	%	Effectifs
Une amélioration de votre pouvoir d'achat . . . . .	<b>54,8</b>	(570)	<b>61,6</b>	(608)
Un temps libre plus long . . . . .	<b>44,4</b>	(462)	<b>37,0</b>	(365)
Les deux . . . . .	<b>0,5</b>	(6)	<b>1,1</b>	(11)
Ne sait pas . . . . .	<b>0,2</b>	(2)	<b>0,4</b>	(4)
<b>Ensemble . . . . .</b>	<b>100,0</b>	(1 039)	<b>100,0</b>	(988)

TABLEAU XVII  
Famille

Êtes-vous d'accord avec l'idée suivante « la famille est le seul endroit où l'on se sent bien et détendu » ?

	1978		1979		1980		1981		1982		1983	
	%	Effectifs										
Oui . . . . .	<b>69,7</b>	(1 377)	<b>68,7</b>	(1 363)	<b>66,6</b>	(1 316)	<b>63,7</b>	(1 275)	<b>60,8</b>	(1 216)	<b>63,0</b>	(1 260)
Non . . . . .	<b>30,3</b>	(598)	<b>31,3</b>	(621)	<b>33,4</b>	(659)	<b>36,0</b>	(720)	<b>39,1</b>	(781)	<b>36,9</b>	(737)
Ne sait pas . . . . .	—	—	—	—	—	—	<b>0,3</b>	(5)	<b>0,1</b>	(3)	<b>0,1</b>	(2)
<b>Ensemble . . . . .</b>	<b>100,0</b>	(1 975)	<b>100,0</b>	(1 984)	<b>100,0</b>	(1 975)	<b>100,0</b>	(2 000)	<b>100,0</b>	(2 000)	<b>100,0</b>	(1 999)

TABLEAU XVIII

## Famille

Parmi ces opinions, quelle est celle qui se rapproche le plus de la vôtre? Le mariage est :

	1978		1979		1980		1981		1982		1983	
	%	Effectifs										
Une union indissoluble . . . . .	29,1	(580)	29,3	(583)	28,1	(562)	23,9	(479)	24,5	(489)	23,9	(479)
Une union qui peut être dissoute dans des cas très graves . . . . .	32,4	(644)	34,6	(691)	33,4	(669)	36,0	(719)	36,9	(738)	35,2	(704)
Une union qui peut être dissoute par simple accord des deux par- ties . . . . .	33,0	(657)	31,5	(627)	33,5	(670)	36,0	(719)	35,6	(711)	37,5	(750)
Ne sait pas . . . . .	5,5	(109)	4,6	(92)	5,0	(99)	4,1	(82)	3,1	(61)	3,4	(67)
Ensemble . . . . .	100,0	(1990)	100,0	(1992)	100,0	(1999)	100,0	(1999)	100,0	(1999)	100,0	(2000)

## TABLEAU XIX

## Travail des femmes

Des opinions diverses peuvent-être exprimées à propos du travail des femmes. Quel est le point de vue qui semble correspondre le mieux au vôtre ?

	1978		1979		1980		1981		1982		1983	
	%	Effectifs										
Elles ne devraient jamais travailler lorsqu'elles ont des enfants en bas âge . . . . .	<b>40,6</b>	(809)	<b>38,4</b>	(766)	<b>41,3</b>	(803)	<b>33,4</b>	(668)	<b>32,7</b>	(654)	<b>29,0</b>	(579)
Elles ne devraient travailler que si la famille ne peut vivre avec un seul salaire . . . . .	<b>22,4</b>	(446)	<b>22,8</b>	(456)	<b>21,8</b>	(424)	<b>19,6</b>	(393)	<b>23,7</b>	(474)	<b>23,2</b>	(464)
Elles devraient travailler dans tous les cas où elles le désirent . . . . .	<b>29,5</b>	(588)	<b>31,7</b>	(633)	<b>30,6</b>	(596)	<b>40,4</b>	(809)	<b>37,3</b>	(745)	<b>41,4</b>	(828)
Elles devraient toujours travailler .	<b>1,1</b>	(22)	<b>1,2</b>	(23)	<b>1,7</b>	(32)	<b>1,3</b>	(25)	<b>1,8</b>	(37)	<b>2,3</b>	(46)
Elles ne devraient jamais travailler	<b>5,5</b>	(110)	<b>4,5</b>	(91)	<b>3,7</b>	(73)	<b>4,6</b>	(91)	<b>3,9</b>	(79)	<b>2,9</b>	(58)
Ne sait pas . . . . .	<b>0,8</b>	(17)	<b>1,4</b>	(28)	<b>0,9</b>	(18)	<b>0,7</b>	(15)	<b>0,6</b>	(12)	<b>1,2</b>	(24)
Ensemble . . . . .	<b>100,0</b>	(1992)	<b>100,0</b>	(2000)								

TABLEAU XX

## Partage des rôles

Pensez-vous que dans les travaux du ménage et les soins des enfants... ?

	1978	1979	1980	1981	1982	1983
	% Effectifs					
Toutes les tâches incombent à la femme . . . . .	<b>8,2</b> (164)	<b>6,3</b> (125)	<b>6,0</b> (117)	<b>6,8</b> (136)	<b>5,0</b> (100)	<b>6,4</b> (127)
Certaines tâches incombent plutôt à la femme . . . . .	<b>30,4</b> (603)	<b>34,1</b> (680)	<b>30,1</b> (585)	<b>30,5</b> (611)	<b>33,1</b> (662)	<b>28,7</b> (574)
Toutes les tâches doivent indifféremment être accomplies par l'homme et la femme . . . . .	<b>60,6</b> (1206)	<b>58,0</b> (1159)	<b>62,8</b> (1222)	<b>61,2</b> (1224)	<b>61,5</b> (1230)	<b>63,7</b> (1275)
Ne sait pas . . . . .	<b>0,8</b> (16)	<b>1,6</b> (32)	<b>1,1</b> (21)	<b>1,5</b> (29)	<b>0,4</b> (8)	<b>1,2</b> (25)
Ensemble . . . . .	<b>100,0</b> (1989)	<b>100,0</b> (1996)	<b>100,0</b> (1945)	<b>100,0</b> (2000)	<b>100,0</b> (2000)	<b>100,0</b> (2000)

TABLEAU XXI

## Politique familiale

Vous savez que les familles qui ont des enfants touchent des prestations destinées à les aider et à compenser les charges que représentent ces enfants. Pensez-vous que cette aide est globalement... ?

	1981	1982	1983
	% Effectifs	% Effectifs	% Effectifs
Suffisante . . . . .	<b>31,2</b> (624)	<b>35,8</b> (715)	<b>29,5</b> (589)
Insuffisante . . . . .	<b>64,0</b> (1280)	<b>59,9</b> (1198)	<b>64,9</b> (1297)
Ne sait pas . . . . .	<b>4,7</b> (94)	<b>4,3</b> (86)	<b>5,6</b> (112)
Injustifiée . . . . .	<b>0,1</b> (2)	(ε) (1)	(ε) (1)
Ensemble . . . . .	<b>100,0</b> (2000)	<b>100,0</b> (2000)	<b>100,0</b> (1999)

TABLEAU XXII

## Politique familiale

Parmi les solutions suivantes, laquelle vous semble préférable pour accroître l'efficacité de cette aide ?

	1978		1979		1980		1981		1982		1983	
	%	Effectifs										
Une augmentation de l'aide en argent . . . . .	<b>55,5</b>	(1 098)	<b>53,1</b>	(1 060)	<b>53,4</b>	(1 062)	<b>40,2</b>	(803)	<b>45,0</b>	(899)	<b>45,2</b>	(902)
Un accroissement des équipements collectifs . . . . .	<b>21,2</b>	(420)	<b>21,1</b>	(421)	<b>22,2</b>	(441)	<b>30,7</b>	(615)	<b>28,1</b>	(562)	<b>26,6</b>	(530)
Un accroissement des services (aides ménagères) . . . . .	<b>14,7</b>	(291)	<b>17,2</b>	(343)	<b>15,9</b>	(317)	<b>18,8</b>	(375)	<b>16,9</b>	(338)	<b>18,3</b>	(365)
Ne sait pas . . . . .	<b>8,7</b>	(171)	<b>8,6</b>	(171)	<b>8,5</b>	(169)	<b>10,3</b>	(205)	<b>10,0</b>	(199)	<b>9,9</b>	(198)
<b>Ensemble . . . . .</b>	<b>100,0</b>	(1 980)	<b>100,0</b>	(1 995)	<b>100,0</b>	(1 989)	<b>100,0</b>	(1 998)	<b>100,0</b>	(1 999)	<b>100,0</b>	(1 996)

TABLEAU XXIII

## Environnement

Est-ce que la préservation de l'environnement constitue pour vous quelque chose de... ?

	1978		1979		1980		1981		1982		1983	
	%	Effectifs										
Très important . . . . .	<b>63,6</b>	(1 264)	<b>64,4</b>	(1 285)	<b>59,1</b>	(1 181)	<b>67,8</b>	(1 356)	<b>65,6</b>	(1 311)	<b>67,7</b>	(1 353)
Assez important . . . . .	<b>29,1</b>	(578)	<b>29,9</b>	(597)	<b>32,9</b>	(658)	<b>27,8</b>	(555)	<b>31,1</b>	(622)	<b>29,4</b>	(587)
Peu important . . . . .	<b>4,9</b>	(97)	<b>4,4</b>	(88)	<b>6,3</b>	(125)	<b>3,1</b>	(63)	<b>2,8</b>	(55)	<b>2,4</b>	(49)
Pas important du tout . . . . .	<b>2,4</b>	(47)	<b>1,3</b>	(26)	<b>1,7</b>	(35)	<b>1,3</b>	(26)	<b>0,6</b>	(11)	<b>0,5</b>	(9)
<b>Ensemble . . . . .</b>	<b>100,0</b>	(1 986)	<b>100,0</b>	(1 996)	<b>100,0</b>	(1 999)	<b>100,0</b>	(2 000)	<b>100,0</b>	(2 000)	<b>100,0</b>	(1 998)

TABLEAU XXIV

## Environnement

Selon vous, comment les pollutions ont-elles évolué depuis 10 ans ?

	1981		1983	
	%	Effectifs	%	Effectifs
Fortement diminué . . . . .	1,4	(28)	2,9	(58)
Un peu diminué . . . . .	14,9	(299)	16,3	(325)
Sans changement . . . . .	13,6	(273)	16,7	(334)
Un peu augmenté . . . . .	28,2	(564)	28,2	(563)
Fortement augmenté . . . . .	41,3	(826)	35,2	(704)
Ne sait pas . . . . .	0,5	(11)	0,8	(17)
<b>Ensemble . . . . .</b>	<b>100,0</b>	<b>(2000)</b>	<b>100,0</b>	<b>(2000)</b>

TABLEAU XXV

## Environnement

Que pensez-vous de votre cadre de vie quotidien, c'est-à-dire ce qui entoure le logement où vous vivez; dans l'ensemble, en êtes-vous... ?

	1978		1979		1980		1981		1982		1983	
	%	Effectifs										
Très satisfait . . . . .	29,7	(593)	30,4	(608)	27,8	(555)	27,7	(554)	26,2	(525)	26,2	(524)
Satisfait . . . . .	49,8	(994)	54,0	(1078)	55,0	(1099)	53,5	(1069)	52,1	(1042)	55,1	(1101)
Peu satisfait . . . . .	15,8	(314)	12,0	(240)	12,8	(257)	14,2	(284)	16,4	(328)	12,8	(257)
Pas satisfait du tout . . . . .	4,7	(94)	3,6	(72)	4,4	(89)	4,6	(93)	5,3	(105)	5,9	(118)
<b>Ensemble . . . . .</b>	<b>100,0</b>	<b>(1995)</b>	<b>100,0</b>	<b>(1998)</b>	<b>100,0</b>	<b>(1999)</b>	<b>100,0</b>	<b>(2000)</b>	<b>100,0</b>	<b>(2000)</b>	<b>100,0</b>	<b>(2000)</b>

TABLEAU XXVI

## Environnement

La vue sur l'extérieur de votre pièce de séjour ou de la pièce dans laquelle vous vous tenez habituellement vous plaît-elle?

	1978	1979	1980	1983
	% Effectifs	% Effectifs	% Effectifs	% Effectifs
Beaucoup . . . . .	<b>57,9</b> (1 157)	<b>61,4</b> (1 226)	<b>57,9</b> (1 158)	<b>50,8</b> (1 015)
Moyennement . . . . .	<b>23,8</b> (477)	<b>24,0</b> (479)	<b>26,1</b> (522)	<b>31,8</b> (636)
Pas beaucoup . . . . .	<b>8,2</b> (164)	<b>7,0</b> (139)	<b>7,3</b> (146)	<b>9,5</b> (191)
Pas du tout . . . . .	<b>10,1</b> (201)	<b>7,7</b> (153)	<b>8,7</b> (174)	<b>7,9</b> (158)
Ensemble . . . . .	<b>100,0</b> (1 999)	<b>100,0</b> (1 997)	<b>100,0</b> (2 000)	<b>100,0</b> (2 000)

TABLEAU XXVII

## Environnement

Êtes-vous gêné à votre domicile par les bruits?

	1978	1979	1980	1981	1982	1983
	% Effectifs					
Un peu . . . . .	<b>22,9</b> (457)	<b>19,1</b> (382)	<b>22,3</b> (444)	<b>24,8</b> (495)	<b>26,5</b> (529)	<b>27,6</b> (552)
Beaucoup . . . . .	<b>19,2</b> (385)	<b>16,1</b> (321)	<b>16,0</b> (318)	<b>12,7</b> (255)	<b>12,0</b> (241)	<b>13,5</b> (270)
Pas du tout . . . . .	<b>57,9</b> (1 157)	<b>64,8</b> (1 295)	<b>61,7</b> (1 228)	<b>62,5</b> (1 250)	<b>61,5</b> (1 230)	<b>58,9</b> (1 178)
Ensemble . . . . .	<b>100,0</b> (1 999)	<b>100,0</b> (1 997)	<b>100,0</b> (1 989)	<b>100,0</b> (2 000)	<b>100,0</b> (2 000)	<b>100,0</b> (2 000)

TABLEAU XXVIII  
Sécurité dans le voisinage

Des problèmes plus ou moins graves peuvent se poser à propos de la sécurité dans le voisinage. Aidez-vous de cette liste pour répondre. Est-ce que...?

	Est un grave problème		Pose un problème		N'est pas un grave problème		Ne pose aucun problème		N.S.P. ou N.R. (1)		Ensemble	
	%	Effectifs	%	Effectifs	%	Effectifs	%	Effectifs	%	Effectifs	%	Effectifs
<b>Le cambriolage :</b>												
Enquête O.S.C.E. 1977 . . . . .	<b>23,4</b>	(456)	<b>27,1</b>	(528)	<b>20,4</b>	(398)	<b>28,7</b>	(559)	<b>0,5</b>	(9)	<b>100,0</b>	(1950)
Enquête C.R.E.D.O.C. 1980 . . . . .	<b>32,1</b>	(643)	<b>32,3</b>	(645)	<b>17,8</b>	(355)	<b>17,3</b>	(345)	<b>0,6</b>	(12)	<b>100,0</b>	(2000)
Enquête C.R.E.D.O.C. 1983 . . . . .	<b>31,7</b>	(635)	<b>31,9</b>	(637)	<b>17,3</b>	(346)	<b>18,4</b>	(369)	<b>0,7</b>	(14)	<b>100,0</b>	(2000)
<b>La sécurité individuelle face aux agressions :</b>												
Enquête O.S.C.E. 1977 . . . . .	<b>18,4</b>	(359)	<b>22,9</b>	(447)	<b>22,5</b>	(439)	<b>35,6</b>	(694)	<b>0,6</b>	(11)	<b>100,0</b>	(1950)
Enquête C.R.E.D.O.C. 1980 . . . . .	<b>34,1</b>	(682)	<b>25,5</b>	(509)	<b>16,4</b>	(328)	<b>23,3</b>	(467)	<b>0,7</b>	(14)	<b>100,0</b>	(2000)
Enquête C.R.E.D.O.C. 1983 . . . . .	<b>31,7</b>	(634)	<b>26,6</b>	(532)	<b>18,8</b>	(376)	<b>22,1</b>	(442)	<b>0,8</b>	(17)	<b>100,0</b>	(2000)
<b>Le vandalisme :</b>												
Enquête O.S.C.E. 1977 . . . . .	<b>19,8</b>	(387)	<b>23,8</b>	(465)	<b>21,5</b>	(420)	<b>34,3</b>	(668)	<b>0,5</b>	(10)	<b>100,0</b>	(1950)
Enquête C.R.E.D.O.C. 1980 . . . . .	<b>34,5</b>	(688)	<b>26,9</b>	(538)	<b>16,0</b>	(319)	<b>21,9</b>	(438)	<b>0,7</b>	(14)	<b>100,0</b>	(1997)
Enquête C.R.E.D.O.C. 1983 . . . . .	<b>30,9</b>	(619)	<b>29,5</b>	(590)	<b>17,8</b>	(356)	<b>20,8</b>	(416)	<b>0,9</b>	(19)	<b>100,0</b>	(2000)
<b>La circulation :</b>												
Enquête O.S.C.E. 1977 . . . . .	<b>12,8</b>	(249)	<b>24,7</b>	(481)	<b>23,9</b>	(467)	<b>38,2</b>	(745)	<b>0,4</b>	(8)	<b>100,0</b>	(1950)
Enquête C.R.E.D.O.C. 1980 . . . . .	<b>16,3</b>	(325)	<b>31,4</b>	(627)	<b>21,5</b>	(429)	<b>30,5</b>	(610)	<b>0,3</b>	(6)	<b>100,0</b>	(1997)
Enquête C.R.E.D.O.C. 1983 . . . . .	<b>16,0</b>	(319)	<b>28,1</b>	(563)	<b>23,4</b>	(469)	<b>32,0</b>	(640)	<b>0,5</b>	(9)	<b>100,0</b>	(2000)

(1) Enquête O.S.C.E. 1977 : Non Réponse; enquêtes C.R.E.D.O.C. 1980 et 1983 : Ne sait pas.

**TABEAU XXIX**  
**Évolution du niveau de vie**

En ce qui concerne votre niveau de vie, diriez-vous que depuis une dizaine d'années... ?

	1978	1979	1980	1981	1982	1983
	% Effectifs					
Ça va mieux .....	<b>45,9</b> (916)	<b>44,6</b> (890)	<b>39,1</b> (781)	<b>39,6</b> (792)	<b>32,0</b> (641)	<b>31,0</b> (621)
C'est pareil .....	<b>27,0</b> (540)	<b>25,3</b> (505)	<b>24,5</b> (490)	<b>26,7</b> (534)	<b>29,1</b> (583)	<b>28,0</b> (560)
Ça va moins bien .....	<b>24,4</b> (486)	<b>27,7</b> (554)	<b>33,6</b> (671)	<b>31,6</b> (633)	<b>35,9</b> (717)	<b>38,0</b> (760)
Ne sait pas .....	<b>2,7</b> (54)	<b>2,4</b> (47)	<b>2,8</b> (55)	<b>2,1</b> (42)	<b>3,0</b> (59)	<b>3,0</b> (60)
<b>Ensemble .....</b>	<b>100,0</b> (1996)	<b>100,0</b> (1996)	<b>100,0</b> (1997)	<b>100,0</b> (1999)	<b>100,0</b> (2000)	<b>100,0</b> (2000)

**TABEAU XXX**  
**Évolution du niveau de vie**

En ce qui concerne le niveau de vie de l'ensemble des Français, diriez-vous que depuis une dizaine d'années... ?

	1978	1979	1980	1981	1982	1983
	% Effectifs					
Ça va mieux .....	<b>46,7</b> (934)	<b>44,5</b> (889)	<b>37,3</b> (746)	<b>38,6</b> (773)	<b>30,6</b> (614)	<b>27,2</b> (544)
C'est pareil .....	<b>17,3</b> (345)	<b>16,4</b> (327)	<b>16,5</b> (330)	<b>17,5</b> (350)	<b>21,1</b> (422)	<b>19,3</b> (386)
Ça va moins bien .....	<b>28,3</b> (566)	<b>32,1</b> (642)	<b>39,6</b> (791)	<b>37,7</b> (754)	<b>43,9</b> (878)	<b>47,7</b> (955)
Ne sait pas .....	<b>7,7</b> (154)	<b>7,0</b> (140)	<b>6,6</b> (131)	<b>6,2</b> (124)	<b>4,3</b> (87)	<b>5,8</b> (116)
<b>Ensemble .....</b>	<b>100,0</b> (1999)	<b>100,0</b> (1998)	<b>100,0</b> (1997)	<b>100,0</b> (2000)	<b>100,0</b> (2000)	<b>100,0</b> (2000)

TABLEAU XXXI  
Évolution des conditions de vie

Pensez-vous que vos conditions de vie vont s'améliorer ou se détériorer au cours des cinq prochaines années... ?

	1978	1979	1980	1981	1982	1983
	% Effectifs					
Vont s'améliorer . . . . .	<b>25,9</b> (517)	<b>22,4</b> (449)	<b>21,1</b> (420)	<b>30,7</b> (615)	<b>23,8</b> (475)	<b>24,0</b> (479)
Vont rester semblables . . . . .	<b>32,1</b> (642)	<b>35,2</b> (704)	<b>31,0</b> (619)	<b>29,5</b> (591)	<b>31,0</b> (621)	<b>28,0</b> (560)
Vont se détériorer . . . . .	<b>29,9</b> (598)	<b>33,7</b> (674)	<b>38,2</b> (763)	<b>28,8</b> (577)	<b>37,8</b> (755)	<b>40,1</b> (802)
Ne sait pas . . . . .	<b>12,1</b> (242)	<b>8,7</b> (173)	<b>9,7</b> (194)	<b>10,9</b> (218)	<b>7,4</b> (149)	<b>7,9</b> (158)
Ensemble . . . . .	<b>100,0</b> (1 999)	<b>100,0</b> (2 000)	<b>100,0</b> (1 996)	<b>100,0</b> (2 000)	<b>100,0</b> (2 000)	<b>100,0</b> (1 999)

TABLEAU XXXII  
Gestion du budget, restrictions

Êtes-vous obligé vous (ou votre foyer) de vous imposer régulièrement des restrictions sur certains postes de votre budget ?

	1978	1979	1980	1981	1982	1983
	% Effectifs					
Oui . . . . .	<b>52,4</b> (1 037)	<b>52,4</b> (1 029)	<b>59,3</b> (1 184)	<b>65,7</b> (1 313)	<b>64,1</b> (1 283)	<b>62,2</b> (1 244)
Non . . . . .	<b>47,6</b> (941)	<b>47,6</b> (934)	<b>40,7</b> (814)	<b>34,3</b> (687)	<b>35,9</b> (718)	<b>37,8</b> (756)
Ensemble . . . . .	<b>100,0</b> (1 978)	<b>100,0</b> (1 963)	<b>100,0</b> (1 998)	<b>100,0</b> (2 000)	<b>100,0</b> (2 000)	<b>100,0</b> (2 000)

TABLEAU XXXIII

## Restrictions

Ces restrictions concernent les postes suivants : (population ayant répondu se restreindre sur ces postes).

Restrictions sur...	1978		1979		1980		1981		1982		1983	
	%	Effectifs										
Vacances et loisirs . . . . .	72,9	(754)	72,3	(743)	71,6	(844)	77,5	(1015)	80,0	(1024)	79,3	(987)
Habillement . . . . .	67,3	(694)	64,6	(663)	66,4	(784)	65,0	(854)	71,4	(914)	74,8	(930)
Achat d'équipement ménager . . . . .	57,6	(596)	49,6	(509)	53,5	(633)	58,7	(771)	62,1	(794)	63,7	(792)
Voiture . . . . .	42,3	(437)	39,1	(401)	52,1	(616)	51,3	(671)	55,3	(707)	52,9	(658)
Soins de beauté . . . . .	45,2	(465)	38,5	(395)	41,1	(485)	49,5	(646)	50,9	(650)	54,7	(680)
Alimentation . . . . .	20,0	(206)	25,1	(257)	27,1	(320)	25,6	(335)	26,6	(340)	29,5	(367)
Logement . . . . .	26,9	(277)	21,2	(217)	26,8	(317)	28,8	(377)	32,0	(409)	34,5	(429)
Boisson et tabac . . . . .	24,2	(250)	20,6	(211)	21,6	(256)	28,9	(379)	30,6	(391)	31,7	(394)
Dépenses pour les enfants (*) . . . . .	5,0	(51)	15,4	(157)	18,2	(215)	20,0	(260)	21,6	(273)	22,8	(283)
Soins médicaux . . . . .	6,4	(66)	7,6	(78)	8,4	(99)	8,9	(117)	8,9	(113)	10,1	(125)

(\*) En 1978, l'item était libellé ainsi : « Éducation des enfants ».

TABLEAU XXXIV

## Logement

Les dépenses de logement sont (pour votre budget personnel ou celui de votre foyer) :

	1978		1979		1980		1981		1982		1983	
	%	Effectifs										
Négligeables . . . . .	15,4	(301)	15,6	(309)	16,3	(323)	12,9	(258)	14,3	(286)	15,7	(314)
Pas un gros problème . . . . .	47,7	(928)	43,1	(858)	43,3	(857)	44,2	(884)	44,7	(894)	42,9	(857)
Une lourde charge . . . . .	27,8	(542)	31,2	(619)	29,6	(587)	34,3	(687)	31,6	(632)	32,7	(655)
Une très lourde charge . . . . .	5,4	(106)	5,7	(113)	6,3	(126)	4,8	(96)	5,7	(115)	5,2	(104)
Une charge insupportable . . . . .	1,1	(21)	1,3	(26)	1,7	(34)	1,3	(27)	1,1	(21)	1,2	(23)
Ne sait pas . . . . .	2,6	(51)	3,1	(61)	2,8	(56)	2,4	(47)	2,6	(53)	2,3	(46)
Ensemble . . . . .	100,0	(1949)	100,0	(1986)	100,0	(1981)	100,0	(1999)	100,0	(2000)	100,0	(2000)

TABLEAU XXXV

## Équipement

Disposez-vous ?

	1978		1979		1980		1981		1982		1983	
	%	Effectifs										
D'un téléphone . . . . .	55,9	(1 115)	64,2	(1 283)	70,9	(1 417)	78,1	(1 560)	81,6	(1 632)	85,8	(1 717)
D'un téléviseur couleur . . . . .	33,2	(661)	36,9	(736)	46,1	(919)	53,6	(1 073)	57,3	(1 147)	61,0	(1 220)
D'une machine à laver la vaisselle.	16,8	(335)	17,7	(353)	19,9	(398)	21,8	(435)	24,0	(480)	23,9	(478)

## CONSOMMATION-REVUE DE SOCIO-ÉCONOMIE

### AU SOMMAIRE DES DERNIERS NUMÉROS

1982

- N° 1. — La rationalité économique des artisans. — L'analyse statistique des réponses libres dans les enquêtes socio-économiques. — Conjoncture économique et cycle des grèves.
- N° 2. — L'évolution du rapport patrimoine/revenu au cours du cycle de vie : une comparaison France-Canada. — Les déterminants de la mobilité matrimoniale. — Allocation rationnelle du temps des ménages en Colombie. — La planification, les coûts et les avantages des actions médicales.
- N° 3. — Confluences. — Convergence dans les systèmes nationaux de relations professionnelles. — Relations industrielles, rapport salarial et régulation : l'inflexion néo-libérale. — La prise en compte des ressources dans l'attribution des aides monétaires aux familles. — Conditions de vie et aspirations des Français. Premiers résultats de la quatrième phase.
- N° 4. — Le langage de l'abstention. — Les jeux de la précision et du silence. — La gestion sociale des silences. — Le malaise de la macro-économie et l'économie invisible. — La consommation élargie en Autriche. — Extrapolation des tableaux de la consommation par C.S.P.

1983

- N° 1. — Les modes de consommation de quelques pays occidentaux : comparaison et lois d'évolution (1960-1980). — Les ressources des familles et l'impact des prestations familiales. — Mobilité sociale des ménages et évolution économique.
- N° 2. — L'évolution de la consommation marchande en Europe et aux USA depuis 1960. — L'indice des prix de la C.G.T. : une analyse critique. — Remarques sur une critique de l'indice C.G.T. — L'élasticité-revenu des dépenses publiques : les problèmes théoriques et empiriques de son évaluation.
- N° 3. — Construction d'indicateurs de redistribution. — Endettement des ménages et rationnement du crédit. — Réflexions sur la relation fécondité-mobilité sociale. — La demande d'éducation post-obligatoire des familles paysannes. — Conditions de vie et aspirations des Français. Premiers résultats de la cinquième phase d'enquête.
- N° 4. — Plaidoyer et agenda pour la prise en compte des ressources humaines dans la recherche relative aux pays sous-développés. — Trajectoires professionnelles des femmes et vie familiale. — L'économie polonaise vue à travers des circuits parallèles.

1984

- N° 1. — La variance des salaires réels, indicateur d'inégalité. — La T.V.A., un impôt inégalitaire mal connu. — La semaine d'un enfant scolarisé. — Comportement en cours d'étude et emploi.

### AU SOMMAIRE DU PROCHAIN NUMÉRO

L'hôpital de jour, une alternative à l'hospitalisation classique? — Évaluation de l'impact redistributif des dépenses publiques. — Mobilité sociale, fratrie et descendance. — Prédiction du renouvellement des biens durables : modèles et tests.

COPYRIGHT

The appearance of the code at the bottom of the first page of an article in this journal indicates the copyright owner's consent that copies of the article may be made for personal or internal use, or for the personal or internal use of specific clients. This consent is given on the condition, however, that the copier pay the stated per-copy fee through the Copyright Clearance Center, Inc., Operations Center, 21, Congress St., SALEM, MASS. 01970, U.S.A. for copying beyond that permitted by Sections 107 or 108 of the U.S. Copyright Law. This consent does not extend to other kinds of copying, such as copying for general distribution, for advertising or promotional purpose, for creating new collective works, or for resale.

Imprimerie GAUTHIER-VILLARS, France

Dépôt légal 1984 : Imprimeur : 2631 — Éditeur : 020 — CPPP 56687

2162-84

mai 1984

Imprimé en France

Le Directeur de la publication : Jean-Manuel BOURGOIS

Collection L'œil économique

# **Le taylorisme, une folie rationnelle?**

**Bernard DORAY** Préface de Maurice Godelier  
Une approche du système de production  
qui nous gouverne encore.

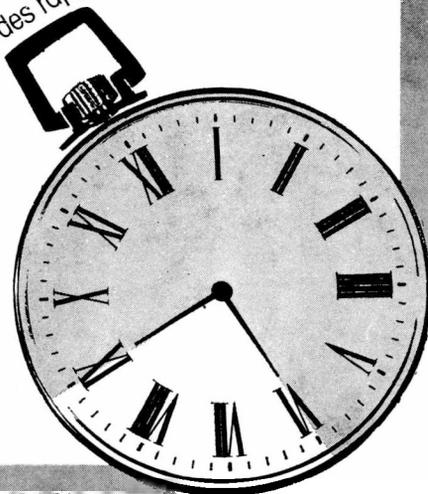
## **L'ordre**

# **et la production**

**Naissance et formes de la discipline d'usine**  
**Jean-Paul de GAUDEMAR** Préface de Jacques Attali  
Une réflexion sur le travail dans l'entreprise.

# **Le travail autrement**

**Travail et mode de vie**  
**Guy ROUSTANG** Préface de Pierre Rosanvallon  
Une autre conception des rapports économie/société/état.



Dunod

## **Spécial gestion sociale**

**Le nouveau droit de la gestion sociale**

N. Communod - M. Féron

Ce qu'il faut connaître du Droit du travail en 1983.

**Le bilan social,  
outil d'information et de gestion**

R.-P. Danziger

Grand Prix Harvard-L'Expansion

L'entreprise vue sous un angle différent

**Les relations du travail**

Employeurs, personnel, syndicats, Etat.

D. Weiss

L'indispensable. Edition 1983.

5<sup>e</sup> éd.

**DUNOD**  
entreprise

**Dunod**

**SOYEZ LES PREMIERS  
A SAVOIR**

G. DESAUNAY  
**COMMENT**  
gérer  
efficacement  
son  
supérieur  
hiérarchique

G. DESAUNAY  
**COMMENT**  
gérer  
intelligemment  
ses  
subordonnés

D. CHALVIN F. EYSSETTE  
**COMMENT**  
sortir  
des  
petits conflits  
dans  
le travail

**DES OUVRAGES  
A LIRE AVANT  
EUX**



## CREDOC

### Centre de Recherche pour l'Étude et l'Observation des Conditions de vie

Le C.R.E.D.O.C., Association sans but lucratif régie par la loi de 1901, est un organisme scientifique placé sous la tutelle administrative du Commissariat Général du Plan. Fondé en 1953 pour effectuer des études statistiques des structures et tendances de la demande, le C.R.E.D.O.C. a élargi son activité. Ses travaux portent sur les conditions de vie de la population et les politiques les concernant. Quels que soient les domaines abordés, il s'agit toujours de recherches et d'études socio-économiques dans lesquelles les comportements des ménages sont les préoccupations centrales du C.R.E.D.O.C.

Il en est ainsi notamment des travaux d'économie médicale, de ceux relatifs à la redistribution des revenus et au fonctionnement des services publics, comme l'enseignement, de ceux qui ont trait à la consommation et aux conditions de vie des ménages, ainsi que de ceux qui portent sur des groupes particuliers de la population.

Le C.R.E.D.O.C. effectue des travaux pour le compte des administrations publiques, pour celui d'organismes internationaux ou de droit privé; ces travaux sont publiés sous la responsabilité du C.R.E.D.O.C.

*C.R.E.D.O.C., a non profit organization, is a research center supervised by the French Planning Authority. Founded in 1953 to study the patterns and trends of households' demand, C.R.E.D.O.C. has broadened its activities. The research now deals with the living conditions of the population and policies that concern them; whatever the field, investigations are centered on the behaviour of families.*

*Such is the case of the work on health care economics, on income redistribution and the functioning of public services such as education, on household consumption and living conditions and on particular groups of the population.*

*The work is commissioned by public bodies, international organizations or private institutions, and published under the responsibility of C.R.E.D.O.C.*

**Président :**

Hubert PREVOT  
Commissaire au Plan

**Vice-Présidents :**

Philippe HUET  
Président des Charbonnages de France  
Edmond MALINVAUD  
Directeur Général de l'I.N.S.E.E.

**Directeur :**

André BABEAU  
Professeur à l'Université de Paris-X

# Sommaire

XAVIER DUPUIS, XAVIER GREFFE  
et SYLVIE PFLIEGER

Quel mode de développement pour  
l'Économie Sociale? 3

NELLY MOLINA

Automédication et perceptions à  
l'égard de la médecine 23

DIDIER CORNUEL

Pourquoi y a-t-il peu de pauvres en  
H.L.M.? 65

## NOTES ET CHRONIQUES

FRANÇOISE BOSCHER,  
CATHERINE DUFLOS  
et LUDOVIC LEBART

Conditions de vie et aspirations des  
Français. Premiers résultats de la  
sixième phase d'enquête 87

**1984 n° 2**

**AVRIL/JUIN**

CENTRE DE RECHERCHE POUR L'ÉTUDE  
ET L'OBSERVATION DES CONDITIONS DE VIE